

Situation Mensuelle de l'Etat



Juillet 2016



Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses du budget général par titres et catégories	6
Dépenses du budget général par missions et programmes	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -80,85 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin juillet 2016 s'élève à -80,85 Md€ contre -82,98 Md€ à fin juillet 2015 à périmètre constant. Cette situation s'explique par les effets conjugués d'une légère

baisse des dépenses nettes de 0,44 Md€, de l'augmentation des recettes nettes de 8,29 Md€ et par la baisse du solde des comptes spéciaux de 6,59 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 190,14 Md€

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 5,47 Md€ dont 4,06 Md€ au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » et 1,12 Md€ pour le programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » ;

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,40 Md€ dont 2,58 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,69 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 3,67 Md€ essentiellement consacrés au programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » au titre de l'abondement au compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat » ;

✓ Mission **Défense** : 3,58 Md€ dont 1,73 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense » et 1,19 Md€ au titre du programme « Préparation et emploi des forces » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,53 Md€ partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,80 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,69 Md€ ;

✓ Mission **Egalité des territoires et logement** : 1,44 Md€ dont 1,20 Md€ imputable au programme « Aide à l'accès au logement » ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 1,29 Md€ dont 1,14 Md€ au titre du programme « Handicap et dépendance ».

Les dépenses nettes à fin juillet 2016 s'élèvent à 190,14 Md€ contre 190,58 Md€ à fin juillet 2015 à périmètre constant. Ce écart résulte principalement de la baisse des dépenses de fonctionnement (-0,51

Md€) et des charges de la dette (-0,85 Md€) partiellement compensée par la hausse des dépenses de personnel (+0,73 Md€).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 139,40 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 14,49 Md€ ;

Impôt sur le revenu : 3,34 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 2,58 Md€ dont 0,97 Md€ au titre des mutations à titre gratuit par décès et 0,61 Md€ au titre des autres taxes intérieures ;

Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques : 1,43 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -4,27 Md€ dont -2,31 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,52 Md€.

* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 170,45 Md€

Elles s'élevaient à 166,88 Md€ à fin juillet 2015 à périmètre constant. Cette augmentation de 3,57 Md€ s'explique notamment par les hausses des recettes nettes de TVA pour 2,34 Md€, des recettes de TICPE pour 1,80 Md€ (du fait, d'une part, du dynamisme des recettes en 2016, et d'autre part, de moindres reversements à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France cette année, par rapport à 2015) et des droits d'enregistrement, timbre,

autres contributions et taxes indirectes pour 1,29 Md€ (notamment en raison, de l'augmentation des mutations à titre gratuit et de la hausse des autres taxes intérieures suite à la réforme de la contribution au service public de l'électricité). Les autres impôts directs et taxes assimilées sont cependant en baisse de 1,08 Md€ essentiellement en raison des diminutions des recettes diverses et des retenues à la source.

Recettes non fiscales : 5,50 Md€

Les recettes non fiscales à fin juillet 2016 s'élèvent à 5,50 Md€ contre 6,48 Md€ à fin juillet 2015. La baisse résulte essentiellement des effets d'une diminution de 1,42 Md€ des dividendes et recettes assimilées (notamment du fait de l'absence de versement en numéraires de dividendes EDF cette année) et des

amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour 0,45 Md€, partiellement compensée par l'augmentation des produits du domaine de l'Etat pour 0,76 Md€ (notamment au titre des redevances d'usage des fréquences radioélectriques).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -38,04 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -38,04 Md€ à fin juillet 2016 contre -44,23 Md€ à fin juillet 2015 à périmètre constant. Cette variation s'explique par la réduction des prélèvements au profit de l'Union européenne (UE) pour 3,54 Md€ suite à un

rythme d'appel des ressources plus lent début 2016 et à une rectification du budget 2015 de l'UE et par la baisse des prélèvements au profit des collectivités territoriales pour 2,65 Md€ (dont 1,79 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -30,11 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 9,50 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 2,70 Md€ (notamment au titre des mensualisations de taxes d'habitation et de taxes foncières). Le compte « **Gestion de la dette et de la**

trésorerie de l'Etat » affiche des dépenses d'un montant de 3,91 Md€ correspondant aux paiements d'intérêts d'OAT indexées et de BTAN, ainsi que des recettes pour 3,83 Md€ principalement au titre de l'abondement du budget général.

Au 31 juillet 2016, le solde des comptes spéciaux s'établit à -30,11 Md€ contre -23,52 Md€ en juillet 2015. Cet écart s'explique essentiellement par la variation du solde des comptes de concours financiers

(-6,07 Md€) notamment en raison des avances versées à l'Agence de service et de paiement notamment au cours du mois de février 2016, qui seront remboursées dans le courant de l'année.

Dette financière de l'Etat au 31 juillet : 1 630,14 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours de l'année, concernant les OAT et les BTF (émissions nettes de remboursements de 109,41 Md€).

Les montants nets des BTAN et des BTF ont diminué respectivement de 60 Md€ et 2,33 Md€ depuis le début de l'année.



	Mois	Cumul à fin juillet		Renvoi Page
	Juillet	2016	2015 retraité 2015 exécuté	
unité : million d'€.				
DONNEES BUDGETAIRES				
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-19 047	-80 845	-82 983 -79 806	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	28 498	190 140	190 580 185 067	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	16 555	139 403	131 117 128 781	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)				
- IR	3 343	48 600	48 744 48 037	
- IS *	-1 395	8 565	8 593 8 593	
- TVA	14 493	85 386	83 050 82 603	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-7 105	-30 109	-23 519 -23 519	15
DONNEES PATRIMONIALES				
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	7 520	109 503		16
Dettes financières de l'Etat	-15 241	1 630 137		17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin juillet		
	unité : million d'€. Juillet	2016	2015 retraité	2015 exécuté
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	988	988	988
Dépenses de personnel	10 064	72 431	71 700	71 754
Dépenses de fonctionnement	7 469	32 926	33 437	33 365
Charges de la dette de l'Etat	3 662	24 100	24 945	24 945
Dépenses d'investissement	1 344	6 588	6 591	6 600
Dépenses d'intervention	5 923	52 218	51 980	46 482
Dépenses d'opérations financières	35	888	939	933
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	28 498	190 140	190 580	185 067
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	21 047	170 451	166 884	164 547
Recettes non fiscales	729	5 498	6 479	6 453
Prélèvements sur recettes	-5 787	-38 041	-44 231	-44 204
Fonds de concours	566	1 495	1 984	1 984
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	16 555	139 403	131 117	128 781
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	22 342	177 444	175 347	172 984
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-11 943	-50 736	-59 463	-56 286
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-132	1 864	2 412	2 412
Solde des comptes de concours financiers	-6 900	-32 372	-26 301	-26 301
Solde des comptes de commerce	-127	341	307	307
Solde des comptes d'opérations monétaires	42	-10 204	-1 510	-1 510
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-7 105	-30 109	-23 519	-23 519
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-19 047	-80 845	-82 983	-79 806



	Mois	Cumul à fin juillet		
	unité : million d'€. Juillet	2016	2015 retraité	2015 exécuté
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 064	72 431	71 700	71 754
Rémunérations d'activité	5 826	41 185	40 736	40 756
Cotisations et contributions sociales	4 192	30 801	30 503	30 536
Prestations sociales et allocations diverses	45	444	462	462
AUTRES TITRES	18 434	117 709	118 880	113 313
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	988	988	988
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	7 469	32 926	33 437	33 365
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 750	13 187	13 024	13 029
Subventions pour charges de service public	5 719	19 739	20 412	20 336
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	3 662	24 100	24 945	24 945
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	3 662	24 100	24 945	24 945
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 344	6 588	6 591	6 600
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 210	5 451	5 404	5 413
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	135	1 137	1 187	1 187
Titre 6 - Dépenses d'intervention	5 923	52 218	51 980	46 482
Transferts aux ménages	2 684	25 663	25 730	21 755
Transferts aux entreprises	987	7 647	7 140	5 986
Transferts aux collectivités territoriales	468	4 547	4 268	4 208
Transferts aux autres collectivités	1 780	14 344	14 832	14 524
Appels en garantie	5	17	10	9
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	35	888	939	933
Prêts et avances	1	31	36	36
Dotations en fonds propres	34	287	334	328
Dépenses de participations financières	0	570	569	569
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	28 498	190 140	190 580	185 067



unité : million d'€	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2016		Cumul à fin juillet 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	141	126	2 148	1 973	1 829
Action de la France en Europe et dans le monde	84	79	1 307	1 241	1 121
Diplomatie culturelle et d'influence	37	27	610	360	473
Français à l'étranger et affaires consulaires	21	20	234	228	227
Conférence "Paris Climat 2015"	-1	0	-4	144	8
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	210	216	1 622	1 630	1 577
Administration territoriale	131	132	958	927	949
Vie politique, culturelle et associative	25	32	175	220	163
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	54	52	489	482	466
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	113	202	1 579	1 414	1 574
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	2	91	654	532	726
Forêt	12	9	212	201	197
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	39	42	321	299	272
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	61	59	392	382	380
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	353	319	1 376	1 816	1 772
Aide économique et financière au développement	13	47	223	766	734
Solidarité à l'égard des pays en développement	341	272	1 153	1 051	1 039
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	16	19	1 888	1 861	1 975
Liens entre la Nation et son armée	3	2	19	18	13
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	12	7	1 782	1 777	1 895
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	2	9	87	65	68
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	48	49	373	363	368
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	30	31	207	209	210
Conseil économique, social et environnemental	0	0	39	39	39
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	18	127	115	120
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	315	251	1 912	1 379	1 565
Patrimoines	64	44	651	386	491
Création	166	123	600	392	470
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	85	85	661	601	603
DEFENSE	3 116	3 576	22 651	25 529	25 097
Environnement et prospective de la politique de défense	50	95	730	934	829
Préparation et emploi des forces	609	569	5 153	4 882	4 839
Soutien de la politique de la défense	1 760	1 727	13 203	13 112	13 029
Equiperment des forces	697	1 186	3 564	6 602	6 401
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	142	132	762	671	682
Coordination du travail gouvernemental	54	62	311	271	281
Protection des droits et libertés	4	4	66	69	67
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	84	66	385	331	335
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	497	936	7 065	6 329	6 697
Infrastructures et services de transports	172	322	2 518	2 571	2 606
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	11	8	84	92	97
Météorologie	0	0	146	98	149
Paysages, eau et biodiversité	14	20	179	145	164
Information géographique et cartographique	0	23	70	70	70
Prévention des risques	10	30	-35	-44	102
Energie, climat et après-mines	17	114	368	351	377
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	273	244	1 956	1 978	2 013
Service public de l'énergie (1)	0	176	1 779	1 070	1 118
ECONOMIE	113	115	917	788	841
Développement des entreprises et du tourisme	63	65	549	427	478
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	36	37	266	264	269
Stratégie économique et fiscale	14	14	101	97	94



unité : million d'€	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2016		Cumul à fin juillet 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT	202	1 435	15 497	11 068	10 754
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables (2)	177	220	1 008	836	736
Aide à l'accès au logement	0	1 197	14 184	9 884	9 780
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	24	18	305	348	238
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'égalité des territoires	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	3 666	3 667	24 262	24 313	25 164
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	3 662	3 662	24 100	24 100	24 945
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	4	5	17	17	9
Epargne	0	0	144	96	210
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotations en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	100	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 311	5 397	40 371	40 141	39 487
Enseignement scolaire public du premier degré	1 694	1 693	11 836	11 833	11 541
Enseignement scolaire public du second degré	2 585	2 584	18 474	18 459	18 106
Vie de l'élève	234	239	3 344	3 239	3 232
Enseignement privé du premier et du second degrés	545	613	4 593	4 581	4 530
Soutien de la politique de l'éducation nationale	176	189	1 307	1 217	1 207
Enseignement technique agricole	77	78	817	813	870
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	1 028	931	6 719	6 372	6 534
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	675	689	4 781	4 685	4 765
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	205	110	760	600	643
Facilitation et sécurisation des échanges	128	118	980	909	936
Entretien des bâtiments de l'Etat	13	9	70	59	68
Fonction publique	8	6	128	118	122
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	68	46	611	522	315
Immigration et asile	58	38	576	494	302
Intégration et accès à la nationalité française	10	8	36	28	13
JUSTICE	661	579	4 783	4 712	4 683
Justice judiciaire	245	246	1 956	1 923	1 861
Administration pénitentiaire	323	235	1 798	1 860	1 923
Protection judiciaire de la jeunesse	57	63	516	446	438
Accès au droit et à la justice	7	6	301	299	286
Conduite et pilotage de la politique de la justice	29	29	209	182	173
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	2	3	2
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	37	38	370	301	397
Presse	33	34	133	135	143
Livre et industries culturelles	4	4	233	162	176
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	0	0	4	4	78
OUTRE-MER	126	59	1 514	1 334	1 342
Emploi outre-mer	18	21	1 171	959	995
Conditions de vie outre-mer	108	37	342	375	347
POLITIQUE DES TERRITOIRES	53	52	210	234	469
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	8	13	50	100	121
Interventions territoriales de l'Etat	2	2	9	9	13
Politique de la ville	43	37	152	124	335
POUVOIRS PUBLICS	0	0	988	988	988
Présidence de la République	0	0	100	100	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	10	10	10
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



unité : million d'€	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2016		Cumul à fin juillet 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	620	5 470	23 423	19 251	19 654
Formations supérieures et recherche universitaire	107	4 055	12 449	10 562	10 473
Vie étudiante	455	30	2 192	1 554	1 681
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	13	1 121	5 644	4 382	4 478
Recherche spatiale	0	11	1 303	1 027	1 151
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	3	145	1 041	1 003	1 100
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	12	51	384	394	443
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	83	83	89
Recherche culturelle et culture scientifique	12	36	111	40	29
Enseignement supérieur et recherche agricoles	18	21	216	205	210
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	1	528	5 072	4 270	4 562
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	329	3 047	2 619	2 868
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	756	481	498
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1	131	1 269	1 169	1 196
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	403	273	2 485	1 890	1 923
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	322	201	2 276	1 686	1 684
Concours spécifiques et administration	81	72	209	205	239
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	8 099	8 073	61 889	61 855	60 348
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	7 841	7 815	58 567	58 533	57 659
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	258	258	3 322	3 322	2 689
SANTE	-45	6	969	720	869
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	-46	6	279	158	364
Protection maladie	0	1	690	563	505
SECURITES	1 519	1 527	11 175	10 687	10 459
Police nationale	801	801	5 784	5 655	5 543
Gendarmerie nationale	682	694	5 127	4 766	4 672
Sécurité et éducation routières	1	3	18	13	12
Sécurité civile	34	30	246	253	232
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	147	1 290	15 981	11 164	11 106
Inclusion sociale et protection des personnes (2)	56	58	4 133	2 209	3 125
Handicap et dépendance	4	1 142	10 722	7 985	6 968
Egalité entre les femmes et les hommes	5	4	12	8	11
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	82	87	1 114	961	1 002
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	25	91	520	441	299
Sport	18	17	193	173	173
Jeunesse et vie associative	7	74	328	268	126
TRAVAIL ET EMPLOI	1 192	1 166	10 684	7 978	7 597
Accès et retour à l'emploi	515	739	6 485	5 133	5 096
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	613	371	3 728	2 379	2 026
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	8	1	40	56	56
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	55	56	431	409	419
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	28 174	36 571	269 814	251 995	250 928
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	20 075	28 498	207 925	190 140	190 580

(1) programme créé en 2016

(2) changement de libellé en 2016



	Mois		Cumul à fin juillet	
	Juillet	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	4 245	50 182	50 349	50 235
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	343	1 164	1 139	1 139
Impôt sur les sociétés (C)	654	30 803	30 525	30 525
Impôt sur les sociétés	643	30 138	29 874	29 874
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	11	665	650	650
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 042	9 121	10 199	10 199
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	82	389	421	421
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	661	2 892	3 099	3 099
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	48	48
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	7	7
Impôt de solidarité sur la fortune	250	3 375	3 509	3 509
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	33	33	33
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	10	92	123	123
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	4	12	12
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	8	11	11
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	15	17	17
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	9	56	44	44
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	6	184	185	185
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	2	6	6
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	9	28	28
Recettes diverses	21	2 063	2 656	2 656
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 432	9 049	7 248	7 248
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	18 826	117 370	114 442	113 995
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 578	14 617	13 330	12 148
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	79	284	251	251
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	17	96	90	90
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	6	4	4
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	132	1 058	943	943



	Mois	Cumul à fin juillet		
	unité : million d'€.	Juillet	2016	2015 retraité
Mutations à titre gratuit par décès	969	6 053	5 778	5 778
Contribution de sécurité immobilière	59	365	333	333
Autres conventions et actes civils	39	342	268	268
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	36	231	228	228
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	32	106	73	73
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	21	167	142	142
Timbre unique	26	77	78	78
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	609	2 183	1 532	414
Autres droits et recettes accessoires	0	3	3	3
Amendes et confiscations	4	24	28	28
Taxe générale sur les activités polluantes	0	81	118	118
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	17
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	128	213	90	90
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	8	34	34	34
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	31	30	30
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	25	25	25
Taxe de l'aviation civile	0	9	41	41
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	577	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	26	26	26
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	169	1 184	1 223	1 223
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	61	405	384	384
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	39	246	252	252
Prélèvement sur les paris sportifs	32	170	120	120
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	4	36	34	34
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	74	436	482	482
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	2	2
Autres taxes	34	147	140	59
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	29 120	232 306	227 231	225 488
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	21 047	170 451	166 884	164 547



	Mois	Cumul à fin juillet		
	Juillet	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	75	670	2 086	2 086
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	6	8	8
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	75	101	110	110
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	563	1 969	1 969
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	256	1 719	956	956
Revenus du domaine public non militaire	17	123	132	132
Autres revenus du domaine public	44	126	76	76
Revenus du domaine privé	8	37	31	31
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	1	739	78	78
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	186	548	607	607
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	135	23	23
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	10	8	8
Produits de la vente de biens et services (C)	83	552	539	539
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	37	221	228	228
Autres frais d'assiette et de recouvrement	44	318	299	299
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	3	3	3
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	2	4	4
Autres recettes diverses	1	8	5	5
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	17	192	213	213
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	4	57	82	82
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	1	5	3	3
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	7	4	4
Intérêts des autres prêts et avances	3	31	30	30
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	71	70	70
Autres avances remboursables sous conditions	0	1	2	2
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	14	14	14



	Mois		Cumul à fin juillet	
	Juillet	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	114	1 366	1 815	1 789
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	26	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	24	837	1 297	1 297
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	4	93	93
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	6	7	3	3
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	72	448	383	383
Frais de poursuite	1	5	5	5
Frais de justice et d'instance	1	7	6	6
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	10	11	2	2
Divers (F)	184	1 000	870	870
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	20	257	242	242
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	9	94	109	109
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	5	5	5
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	14	14	48	48
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	5	5	5
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	5	5	5
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	4	4	4
Récupération d'indus	1	40	16	16
Recouvrements après admission en non-valeur	11	80	74	74
Divers versements de l'Union européenne	0	12	14	14
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	13	14	14
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	13	10	10
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	1	1
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Solte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	9	127	118	118
Produits divers	106	230	90	90
Autres produits divers	7	100	116	116
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	729	5 498	6 479	6 453



	Mois	Cumul à fin juillet		
	Juillet	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-4 270	-27 691	-30 341	-30 314
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 309	-21 978	-23 766	-23 765
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-5	-7	-7
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-1	-1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-355	-1 630	-2 120	-2 120
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-752	-993	-1 216	-1 216
Dotations élu local	0	-64	-65	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-25	-35	-35
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementale d'équipement des collèges	-210	-224	-223	-223
Dotations régionale d'équipement scolaire	-207	-282	-313	-313
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	-2	-2
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	-1	-1	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-277	-1 941	-1 943	-1 943
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-73	-112	-427	-427
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-77	-103	-126	-126
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011)	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-2	-2	-2	-2
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-48	-48	-48
Dotations exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du versement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	0	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	-282	-20	-20
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport (1)	0	0	-26	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 517	-10 350	-13 890	-13 890
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 787	-38 041	-44 231	-44 204
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	546	1 359	1 822	1 822
Fonds de concours - coopération internationale	20	136	162	162
TOTAL FONDS DE CONCOURS	566	1 495	1 984	1 984

(1) création en 2016



	Mois de juillet		Cumul à fin juillet					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2016	2015 exécuté	2016	2015 exécuté	2016	2015 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	6 036	5 903	38 216	37 021	40 080	39 433	1 864	2 412
Aides à l'acquisition de véhicules propres	24	28	136	137	162	191	27	55
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	35	130	633	631	980	865	348	234
Développement agricole et rural	11	2	51	45	110	116	59	71
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	10	31	213	201	219	218	6	18
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	51	1 396	1 401	1 511	1 478	115	77
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	25	17	268	183	211	277	-58	95
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat (1)	0	0	0	-4	0	0	0	4
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	233	309	233	309
Participations financières de l'Etat	528	68	987	1 620	78	1 586	-909	-34
Pensions	5 026	5 018	32 753	32 591	34 236	34 173	1 484	1 582
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	19	0	19	218	19	219	0	1
Transition énergétique (2)	357	558	1 761	0	2 320	0	559	0
Comptes de concours financiers	9 887	2 987	66 813	59 072	34 441	32 771	-32 372	-26 301
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	53	0	6 094	30	71	43	-6 024	13
Avances à l'audiovisuel public	322	191	2 256	2 139	1 411	1 323	-845	-816
Avances aux collectivités territoriales	9 496	2 699	58 326	56 341	32 647	31 044	-25 679	-25 297
Prêts à des Etats étrangers	15	92	136	479	282	315	146	-163
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	6	1	84	30	47	30	-37
Comptes de commerce	4 002	3 875	28 028	28 111	28 369	28 418	341	307
Approvisionnement de L'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires (3)	44	20	254	326	436	473	182	146
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	12	11	89	86	92	87	3	1
Couverture des risques financiers de l'Etat	1	1	2 060	1 192	2 060	1 192	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	27	6	284	272	420	415	136	143
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	3 912	3 826	25 303	26 197	25 303	26 196	0	-1
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	0	1	0	1	0	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses (1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	6	24	25	43	41	18	16
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1	4	14	11	15	12	2	2
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires	13	55	10 686	3 445	482	1 934	-10 204	-1 510
Emission des monnaies métalliques	1	55	95	87	152	144	57	57
Opérations avec le Fonds Monétaire International	13	0	10 587	3 342	324	1 770	-10 263	-1 573
Pertes et bénéfices de change	0	0	5	16	7	21	2	5
TOTAL COMPTES SPECIAUX	19 938	12 821	143 744	127 649	103 372	102 557	-40 372	-25 092
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	19 925	12 821	133 157	124 306	103 048	100 787	-30 109	-23 519

(1) suppression en 2016

(2) création en 2016

(3) changement de libellé en 2016



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2015	Flux nets de l'année	Solde à fin juillet 2016
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	520	42	563
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	242	301	543
	Total organismes à caractère financier	773	343	1 116
	CEPL			
	Régions	1 662	1 717	3 379
	Départements	4 826	-355	4 472
	Communes	21 357	1 317	22 674
	HLM	323	68	391
	Autres	20 714	1 669	22 383
	Total CEPL	48 882	4 417	53 300
	Hôpitaux	4 440	251	4 691
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 132	2 877	13 010
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	4 160	-431	3 729
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 786	3 003	5 789
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	862	636	1 499
	Total établissements publics nationaux	17 941	6 086	24 027
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	10 494	-3 054	7 441	
Communautés européennes	2 596	-258	2 338	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	42	3	45	
GIP	615	133	747	
EPL	2 136	716	2 852	
Autres correspondants	12 782	155	12 937	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	42	-42	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	15 617	964	16 581	
Total Dépôts de fonds du Trésor	100 744	8 749	109 493	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	18	-7	11
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	18	-7	11
Total Passif (A)		100 761	8 742	109 503
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		100 761	8 742	109 503



	Solde au 31/12/2015	Flux nets de l'année	Solde à fin juillet 2016
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 576 395	47 077	1 623 472
Titres négociables à moyen et long terme	1 423 722	49 404	1 473 126
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 321 252	109 406	1 430 658
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 139 245	100 596	1 239 841
- <i>taux variable</i>	163 458	8 926	172 384
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	102 470	-60 002	42 468
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	94 062	-51 594	42 468
- <i>taux variable</i>	8 009	-8 009	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	152 673	-2 327	150 346
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	152 673	-2 327	150 346
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	6 666	-1	6 665
TOTAL (A+B+C)	1 583 061	47 076	1 630 137



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2015 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2015 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2016.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.